



Guerre en Ukraine : contribution SUD-Rail

A propos de la guerre menée par la Russie en Ukraine, la fédération des syndicats SUD-Rail rédige cette note et fait quelques propositions, qui s'articulent tant avec le travail international mené par Solidaires depuis des années, qu'avec des initiatives, contacts et publications de ces derniers jours ... et permettre de répondre à des communications patronales ou d'autres organisations syndicales.

C'est le pouvoir russe, le régime de Poutine, qui porte la responsabilité de cette guerre. Nous devons partir de ce constat. Il s'agit, après notamment l'annexion de la Crimée, d'une nouvelle intervention militaire impérialiste, de la part d'un régime dictatorial qui exerce une très forte répression envers les mouvements populaires, dont le mouvement syndical lorsqu'il est indépendant.

Ce constat ne retire rien au fait que nous étions, depuis longtemps, partie prenante de collectifs et initiatives réclamant la dissolution de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de remettre cela en cause, c'est un de nos rôles en tant qu'organisation d'un pays membre de l'OTAN, mais l'exigence de dissolution de l'OTAN ne doit pas être utilisée comme un argument qui viserait, volontairement ou non, à « équilibrer » les responsabilités vis-à-vis de ce qui se passe en Ukraine.

C'est aussi pour cela que nous ne pouvons pas avancer comme mot d'ordre « la paix négociée ». Ce serait renvoyer dos à dos agresseurs et agressés. Ce n'est pas envisageable en termes de revendication, exigence, message politique. Ce serait s'aligner sur la politique de celles et ceux qui se limitaient à dire « paix au Vietnam » ou « paix en Algérie », sans revenir à 1939 avec l'invasion de la Pologne, en gommant la résistance des peuples vietnamiens, algériens, polonais et l'occupation américaine, française, allemande, en refusant de soutenir celles et ceux qui résistaient aux forces d'occupation et de répression. Pour l'heure, il faut soutenir la lutte de la population d'Ukraine contre l'invasion militaire russe, pas revendiquer une « paix négociée » qui entérinerait la situation créée par l'agression impérialiste de l'Etat russe.

Même chose vis-à-vis du gouvernement ukrainien, des forces politiques présentes en Ukraine : le premier est critiquable, c'est une évidence. Mais il n'a rien de comparable à une dictature. Parmi les secondes, il existe des groupes d'extrême droite ; cela renforce la nécessité pour nous d'avoir des contacts directs, notamment avec des syndicalistes, mais ça ne justifie aucune restriction au soutien à la résistance contre l'invasion et l'occupation russes (des forces d'extrême droite existent en France ; heureusement, nos partenaires internationaux n'ont pas décidé de rompre les relations avec nous pour autant).

Avec la résistance ukrainienne, l'autre clef de la situation est ce qui se passe en Russie, avec les mouvements de contestation et/ou refus de la guerre, avec les « interrogations » qui se font jour parmi les soldats. **Soutenir la résistance en Ukraine et les désobéissances en Russie sont des impératifs**

aujourd'hui, car on ne construira pas la paix dans le monde si la résistance ukrainienne est écrasée et que le régime de Poutine sort renforcé par la guerre.

Notre propos n'est ni celui d'organisations humanitaires, ni celui d'institutions type ONU, ni de commentateurs ou commentatrices de l'actualité internationale. Nous pouvons bien entendu nous nourrir d'analyses diverses, nous ne pouvons pas nous limiter aux analyses et à débattre des insuffisances de tel ou tel texte. **Notre activité syndicale internationaliste doit être ... syndicale** ; syndicale au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire en assumant toute sa dimension politique, mais à partir de la défense et des intérêts de notre classe sociale et dans une perspective émancipatrice. Tous ces mots ont un aspect dérisoire dans une situation de guerre. Pour limiter le caractère dérisoire de notre activité face à cette situation, nous proposons quelques axes de travail pour notre Union syndicale Solidaires, dont notre fédération fera le maximum pour y participer et notamment par la commission internationale.

Les peuples d'Ukraine sont directement touchés par la guerre et ses effroyables conséquences. Disposer des moyens pour résister est, pour eux, une nécessité vitale. Soutenir les millions de personnes condamnées à l'exil en est une autre. Ce sont deux impératifs vitaux pour les populations locales, deux axes prioritaires pour notre engagement syndical internationaliste. Le troisième axe est le soutien (notamment par l'information) à celles et ceux qui, en Russie, combattent la guerre et le régime de Poutine. Tout cela, faisons-le à partir de nos réalités, nos actions, ici et maintenant. Ce sera plus utile que de multiplier les déclarations conclues par un appel aux gouvernements, à l'Union européenne ou autre institution organisatrice de l'ordre capitaliste qui est au cœur de la situation actuelle

-1-

Une de nos priorités est de donner la parole aux syndicalistes d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie, de Pologne, etc. Nous devons poursuivre et amplifier le travail entamé à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes Plusieurs déclarations, appels et interviews ont été publiés (<http://www.laboursolidarity.org>). Plusieurs organisations Solidaires (SNJ, Solidaires Douane, ...) ont communiqué à partir des réalités de leur secteur professionnel ; c'est important.

Il faut continuer à faire connaître les expressions et actions des syndicalistes dans les pays concernés, poursuivre le travail de contacts, échanges, etc.

-2-

Concernant les réfugié·es, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs des organisations membres interviennent sur ce sujet depuis bien longtemps. Face à la situation présente des initiatives spécifiques ont été prises : par exemple, par SUD-Rail (<https://sudrail.fr/Communique-de-Presse-RSISL>) ou SUD Education (<https://www.sudeducation.org/communiqués/des-moyens-pour-accueillir-et-scolariser-les-eleves-et-etudiant-es-ukrainien-nes/>). Celles-ci s'inscrivent, bien évidemment, à la fois dans le moment que nous vivons et dans le positionnement de fond de notre organisation. Nous parlons bien, dans le cas présent, des « réfugié·es d'Ukraine » et pas des « réfugié·es de nationalité ukrainienne ».

Ce que nous pouvons obtenir pour elles et eux doit servir de point d'appui pour montrer que c'est possible pour toutes et tous les réfugié·es. C'est une évidence pour toutes et tous les camarades de Solidaires impliqué·es dans ces luttes depuis des années ; mais peut-être que cela va mieux en le (re)disant. Ajoutons que lorsqu'on parle de réfugié·es, de migrant·es, d'exilé·es, les grèves de travailleurs sans-papiers comme les trois qui ont lieu depuis des mois en Ile-de-France sont aussi en plein dans le sujet ; le soutien actif est une des réponses à celles et ceux qui veulent trier les réfugié·es.

-3-

Localement, des collectifs, des militantes et militants Solidaires, sont impliqués dans des initiatives visant à faire parvenir à la population d'Ukraine ce qui lui est nécessaire pour vivre, survivre, continuer la résistance à l'agression de l'Etat russe. Nous pouvons être utile en faisant connaître ces initiatives, en mettant en contact avec des syndicalistes d'Ukraine, de Pologne, etc., comme nous avons commencé à le faire, grâce au Réseau syndical international de solidarité et de luttes. **Se pose la question de prendre une initiative du même ordre, mais « nationalement ».** Ceci est discuté aussi dans la CGT et la FSU ; de même au sein du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. **A partir de l'expérience de l'association Convoi syndical lors des guerre en Bosnie, en Tchétchénie, nous pouvons nous fixer l'organisation d'un tel convoi en avril, dans la suite de la rencontre du Réseau ;** cela permettrait à des organisations présentes à Dijon pour ces rencontres de participer à l'initiative, de lui donner un caractère internationaliste encore plus affirmé ; les camarades de CSP-Conlutas (Brésil), par exemple, sont partant·es (la proposition n'a pas été faite « publiquement » au sein du Réseau pour l'instant, bien entendu). La commission internationale Solidaires, dont la composition – comme toutes les commissions – demeure ouverte à toutes les organisations membres, pourrait se charger de la mise en œuvre. Cette échéance en lien avec le Réseau et cohérente avec le nécessaire temps de préparation, n'exclue nullement le travail avec la CGT et la FSU : cela peut s'articuler aux mêmes dates et le convoi ne serait alors plus seulement « du Réseau », cela peut aussi se traduire par une initiative plus restreinte mais plus rapide dès mars.

-4-

Au-delà de l'urgence et des réponses que nous pouvons tenter d'y apporter, la guerre en Ukraine amène aussi à se poser les questions liées aux ventes d'armes, à la fabrication d'armes et donc à la reconversion, aux budgets engloutis dans l'armement, aux politiques militaristes, aux guerres qui ont lieu ailleurs dans le monde. Un travail de réflexion avec des collectifs militants intervenant sur ces sujets est à reprendre, dans une perspective syndicale.

-5-

Pour l'Union syndicale Solidaires, le soutien aux populations d'Ukraine et la lutte contre cette guerre ne doivent pas se faire au détriment d'autre champs de notre activité internationale, d'autres causes (Palestine, Kurdistan, Syrie, Afrique, Afghanistan, etc.) A ce propos, dans la suite de liens anciens et repris en 2021, nous travaillons à la venue en France de militantes afghanes de Rawa, association de femmes qui luttent pour les droits des femmes, pour le respect des droits humains, contre la guerre, depuis 1977 et donc contre l'occupation soviétique, contre les talibans, contre l'occupation américaine ...

St Denis, le 9 mars 2022

FÉDÉRATION SUD-Rail

17 Boulevard de la Libération 93200 St Denis

TEL: 01 42 43 35 75

@ : federation@sudrail.fr

FACEBOOK : @sudrailofficiel

FAX : 01 42 43 36 67

INTERNET : www.sudrail.fr

TWITTER : @ Fede_SUD_Rail

Télécharger le document : [2022 – 3 – 9 – SUD-Rail Guerre en Ukraine](#)